

# Non à la casse de la Sécu ! Santé gratuite pour tous !

## Le « trou de la Sécu » est une mystification

Le gouvernement annonce un déficit catastrophique de dix milliards d'euros de l'Assurance maladie, en promettant pour juillet 2004 une « réforme douloureuse » pour les salariés. Il s'agit de faire payer la population qui consommerait trop de médicaments, et de réformer la Sécurité sociale, qui serait trop coûteuse. Or, ce déficit est le résultat d'une politique délibérée : le Medef et l'Etat doivent à l'Assurance maladie plus de 6 milliards d'euros, les exonérations de cotisations patronales ont se chiffrent à près de 20 milliards d'euros, le manque à gagner provoqué par le fait que les employeurs souvent ne déclarent pas les accidents et maladies professionnelles est estimé par la CGT à 15 milliards d'euros, ce qui constitue autant de pertes pour le financement de la Sécu.

## La casse programmée de la Sécu

J- F Mattéi le disait : il faut sortir du « tout gratuit » : aujourd'hui couverture obligatoire gratuite pour tous, l'assurance maladie ne couvrirait plus qu'une partie réduite des prises en charge. Au-delà du minimum du « panier de soins » il faudra faire appel à une assurance individuelle entièrement à la charge des assurés sociaux . Quelles seraient les conséquences de cette contre-réforme ?

D'une part, la partie la plus précarisée de la population renoncera à souscrire à une assurance complémentaire et devra se contenter de l'assistance ou de l'humanitaire.

D'autre part, la réduction de la place de l'assurance maladie obligatoire aura pour conséquence l'explosion des tarifs des mutuelles et des assurances. On peut ainsi estimer que le report sur les complémentaires des dix milliards d'euros de prétendu déficit prévu en 2003 pour l'assurance maladie aurait pour conséquence une augmentation de plus de 70 % des cotisations des assurés des mutuelles. Après les retraites, le gouvernement veut en finir avec la Sécu, le deuxième grand acquis social.

## Une politique en faveur du Medef

Derrière le gouvernement ce sont les assureurs privés qui réclament la casse de l'assurance maladie pour mettre la main sur un marché considérable (le budget de la Sécu est actuellement supérieur à celui de l'Etat) qui leur échappe largement jusque-là : l'assurance maladie réduite à la portion congrue, les salariés seront obligés de souscrire à une assurance privée ; la casse de l'hôpital public libère les marchés lucratifs aux cliniques privées.

D'autre part, le Medef veut pouvoir continuer à baisser ses cotisations, ce qui revient à baisser les salaires, les cotisations n'étant rien d'autre qu'un salaire indirect versé par l'employeur. Ce qui est en jeu, c'est la répartition des richesses dans la société, entre les profits et les salaires : vingt ans d'offensive patronale ont déjà fait reculer la part des salaires dans la richesse nationale de dix points à l'avantage des profits.

## La santé n'est pas une marchandise !

Il faut inverser la logique et faire passer les besoins sociaux avant les profits. Cela veut dire augmenter les cotisations patronales, les salaires et résorber le chômage pour alimenter les caisses de la Sécu et financer un système de santé gratuit de qualité pour tous.

## Le gouvernement persiste

En dépit du rejet des électeurs lors des dernières échéances de mars et malgré le message clairement émis, Chirac n'hésite pas à remettre des pièces dans la machine et à montrer son mépris des salariés en maintenant Raffarin et en affirmant que la réforme de la Sécu sera menée. Le gouvernement ne craint pas le verdict des urnes. Le seul moyen de sauver la Sécurité sociale est de préparer un grand mouvement d'ensemble, qui puisse faire converger les nombreuses luttes sociales et parvenir à une mobilisation de l'ampleur de celle de mai-juin dernier pour les retraites, mais cette fois-ci pour aller jusqu'au bout.

## Collectif de défense de la Sécurité sociale du Valenciennois

(soutenu par : Attac Valenciennes et Attac Sambre / Avesnois, CNT, JC (Jeunesse Communiste), LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), PC (Parti Communiste), SNES – FSU, SUD-Education, SUD-PTT et des syndicats de la CGT Hospitaliers et Equipement)

**Pour nous contacter :** ATTAC VALENCIENNES 8, Bld Léopold Defays 59300 Valenciennes  
Tel. : 03 27 41 26 37 Fax : 03 27 47 83 28 Email : [attac.valenciennes@voila.fr](mailto:attac.valenciennes@voila.fr)

**Mobilisons-nous le 1<sup>er</sup> mai**

**Devant la sous-préfecture à Valenciennes à 10h**